

Le point de la situation du Brésil à mi-année 2018

* Responsable des relations internationales du Parti des travailleurs.

Valter Pomar*

À la veille d'élections décisives, où en est le Brésil ? Quels facteurs économiques, politiques, sociaux déterminent l'évolution de cet immense pays ? Ces questions intéressent les démocrates du monde entier.

Ce texte est divisé en trois parties : la première présente les grandes lignes de la société brésilienne ; la deuxième traite de l'élection présidentielle ; la troisième présente quelques enjeux à moyen terme de la gauche brésilienne.

Les grandes caractéristiques du Brésil

Le territoire, la population, l'économie, la société, la politique et la culture de ce que l'on appelle à présent Brésil se sont constitués au cours des siècles, dans un processus marqué par trois grandes caractéristiques : la dépendance extérieure, les inégalités sociales et la démocratie oligarchique.

La dépendance extérieure a pris plusieurs formes tout au long de

l'histoire du Brésil, mais il y a une composante permanente : la tendance à déplacer son centre de gravité vers l'extérieur. Jusqu'à présent, les échecs de toutes les tentatives de changer cette tendance sont attribués au renforcement des mécanismes de dépendance, qui ont réaffirmé – même si c'est sous une autre forme – par une alliance entre des forces de l'intérieur et de l'extérieur.

Depuis l'arrivée des colonisateurs portugais en 1500, l'inégalité sociale a aussi pris de nouvelles formes. Extrême, toujours présente, elle comporte des variables, y compris des variables raciales, générationnelles et de genre. Le niveau d'inégalité dans le pays est parfois supérieur à celui des pays plus défavorisés, soit en matière de ressources naturelles soit en matière de capacités de production.

La démocratie oligarchique est la troisième marque séculaire du Brésil. Depuis l'arrivée des Portugais au territoire jusqu'à 1888-1889 le pays vit sous un régime à la fois monarchique et esclavagiste. Entre 1889-1930, période connue sous le nom de « Vieille République », nous avons vécu une république de seigneurs de la terre. En 1930-1945, on a eu une dictature cachée et plus tard explicite sous Getúlio Vargas. Entre 1945 et 1964, la « démocratie » libérale comportait de fortes restrictions aux libertés fondamentales en ce qui concerne les syndicats, les partis et la libre manifestation électorale. Entre 1964 et 1985, nous avons connu la dictature militaire. Ce n'est qu'à partir de 1989 que la majorité du peuple a acquis le droit de participer aux processus électoraux, même s'il y avait

des contraintes de l'influence de l'argent, de l'oligopole des médias et des règles électorales qui tordent de système de représentation proportionnelle.

La dépendance extérieure, les inégalités sociales et la démocratie oligarchique sont à l'origine des principales caractéristiques, contrastes et contradictions de la société brésilienne.

Ces caractéristiques incluent un modèle de développement qui est par défaut prisonnier de ces trois marques que nous venons de décrire. Ayant une nature limitée, il n'arrive pas à passer la barrière, il semble toujours progresser peu si l'on considère les possibilités et potentialités du pays. Il nous semble aussi qu'il s'agit d'un phénomène cyclique, c'est-à-dire qu'il retourne toujours au point de départ, plus précisément à cause des certains enjeux et obstacles. Au cours de 517 années nous avons crû beaucoup mais, par contre, développé peu.

En deux moments de l'histoire récente, la société brésilienne semblait commencer à surmonter son modèle standard de développement : depuis les années 1930 et 2003.

Depuis 1930, l'urbanisation, l'industrialisation, le renforcement de l'État, les transformations sociales, politiques et culturelles ont pris des dimensions importantes. Cependant, le cycle de développement démarré par la Révolution de 1930 a atteint son point culminant autour des années 1980. À la fin de cette décennie, la classe dominante du pays a choisi le chemin des réformes néolibérales entraînant, dans les années 1990, la fin d'une partie importante du progrès accompli dans les décennies précédentes et renforçant les grandes caractéristiques de l'histoire nationale.

Dès le début, la classe dominante brésilienne a été un partenaire minoritaire des classes dominantes des métropoles, qu'elles soient ibériques, anglaise ou américaine. Il est important de noter que choisir de faire face aux métropoles demanderait de sa part une alliance solide avec les autres couches de la population. En contrepartie, cette alliance devrait se traduire en réforme agraire, en salaires plus élevés, en politiques sociales effectivement universelles avec la

participation démocratique des habitants aux affaires du pays. La conséquence de ces mesures, mises en place, ensemble ou séparément, serait la réduction des profits et du statut de la classe dominante. Voilà pourquoi elle a non seulement un rapport de complaisance, mais aussi de protection et reproduction de la dépendance extérieure, des inégalités sociales, de la démocratie oligarchique et d'adhésion à des politiques de développement limité.

C'est quand Luís Inácio Lula da Silva (Lula) entre en fonction, le 1^{er} janvier 2003, qu'a lieu la deuxième tentative de surmonter le développement limité standard. Parmi les partis et les mouvements de la gauche brésilienne, le débat est intense sur les réussites et les contraintes de cette tentative conduite par Lula et le Parti des travailleurs (PT). De toute façon, quelles que soient les réussites et les erreurs de cette tentative sous les gouvernements du PT, la crise financière internationale de 2008, ou, plus précisément, les effets des démarches des États-Unis pour surmonter la crise, ont provoqué un changement d'attitude de la classe dominante brésilienne face au PT et à ses gouvernements. Finalement, en 2016, après le coup d'État contre la présidente Dilma Rousseff, les forces adeptes des politiques néolibérales ont mis en place une reconquête totale du gouvernement et, depuis lors, elles ont détruit tout qui a été construit depuis 2003 en démolissant des aspects positifs de la Constitution fédérale de 1988 et notamment en remettant en cause des conquêtes des années 1950 (comme la compagnie pétrolière nationale Petrobras) et des années 1930 (comme la Consolidation des lois du travail).

Un nombre croissant de défavorisés errant dans les centres-villes, la violence policière contre les jeunes noirs «périphériques», les explosions du système carcéral, la croissance du machisme et de l'homophobie, le discours fasciste sur les réseaux sociaux, ce sont des effets collatéraux du renforcement du néolibéralisme et, parallèlement, il y a l'approfondissement de la dépendance extérieure, des inégalités sociales et des restrictions aux libertés démocratiques.

Dans un pays marqué par des inégalités importantes comme le Brésil, la possibilité d'occuper des terres en friche – même si

elles sont situées loin des grandes villes –, les hauts taux de croissance économique, les politiques sociales et la participation démocratique – même limités – ont constitué une soupape pour les tensions sociales accumulées. L'action du néolibéralisme dans les années 1990 et la reprise néolibérale à présent, depuis 2016, associés à un cadre international croissant de crise et polarisation, instaurent un environnement politique et social explosif.

En arrière-plan de la défaite de la gauche brésilienne, notamment du PT, face au coup d'État de 2016 et depuis lors, on trouve trois déplacements de classe importants :

a. Entre 2003 et 2005, la gauche a perdu le soutien et voit monter l'opposition progressive d'une grande partie des classes moyennes. Jusqu'à 2002, elles ont eu une trajectoire de soutien croissant au PT et ses candidatures. Quelle est la cause de ce changement de position ? L'une des causes de fond est que la politique du parti visant à améliorer les conditions de vie des pauvres sans toucher aux profits des riches les a affectées du point de vue matériel et idéologique.

b. Entre 2011 et 2014, on voit la poussée de l'opposition totale du secteur des plus grands capitalistes contre la gauche brésilienne. Entre 2003 et 2010 le grand capital a adopté une combinaison de tactiques : stimuler certaines politiques du gouvernement, s'opposant au piétisme et soutenant principalement les candidatures du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB, droite) et d'autres partis similaires. Pourquoi ce changement de position ? L'une des causes de fond est la suivante : l'un des effets collatéraux de la crise de 2008 a été la disparition des possibilités offertes par les affaires internationales, qui a poussé la classe capitaliste brésilienne à revenir à son fonctionnement normal consistant à surexploiter la classe ouvrière et à livrer les ressources nationales à des intérêts étrangers. C'était incompatible avec la présence du PT à la tête du gouvernement d'État.

c. Notamment en 2015, la gauche brésilienne a perdu le soutien d'une partie importante de la classe ouvrière, recevant plutôt son indifférence. Le tournant s'est produit vers la fin 2014-début

2015 quand la présidente Dilma Rousseff a mis en place un projet d'ajustement fiscal occasionnant des dégâts matériels immédiats pour la classe ouvrière.

Dans les élections présidentielles de 2006, 2010 et 2014, la gauche brésilienne avait réussi à affronter et à vaincre l'alliance entre les classes moyennes et le grand capital. Cela n'a pas été possible en 2015-2016 essentiellement en raison de la perte du soutien de la majorité de la classe ouvrière.

La classe dominante et ses alliés étaient impliqués dans le coup d'État parlementaire, médiatique et judiciaire de 2016, qui visait les objectifs suivants :

a. Réduire les salaires et les cotisations sociales, ainsi que supprimer des libertés démocratiques de la classe ouvrière.

b. Aligner notre politique extérieure sur celle des États-Unis et leurs alliés.

c. Rétablir la position de la gauche brésilienne en tant que force minoritaire ou équipe de soutien d'une partie de la classe capitaliste contre l'autre, comme avant 1980, rendant toute alternative de gauche au gouvernement et toute transformation en alternative de pouvoir impossible.

Depuis le coup d'État de 2016, plusieurs mesures ont été prises pour mettre en œuvre ces objectifs, parmi lesquels la réforme du Code du travail, qui supprime les droits de la classe ouvrière ; la révision de la politique nationale pétrolière, afin de servir les intérêts des multinationales de ce secteur.

Pour réussir ces objectifs à moyen terme, les putschistes doivent remporter les élections qui auront lieu en octobre 2018.

L'élection présidentielle de 2018

Dans les premiers mois de 2016, le coup d'État a obtenu un certain succès et un soutien populaire, constaté non seulement sur la base de sondages d'opinion, mais aussi sur les résultats obtenus par les partis putschistes aux élections municipales. Cependant, aujourd'hui la popularité du gouvernement putschiste est anémique, contaminant la plupart des candidatures présidentielles liées au coup d'État.

En ce moment il y a 13 candidatures à la présidence de la



Dans les premiers mois de 2016, le coup d'État a obtenu un certain succès et un soutien populaire, constaté non seulement sur la base de sondages d'opinion, mais aussi sur les résultats obtenus par les partis putschistes aux élections municipales. Cependant, aujourd'hui la popularité du gouvernement putschiste est anémique, contaminant la plupart des candidatures présidentielles liées au coup d'État.



République. De ce nombre, quatre demandes ont été formulées par les partis qui se sont opposés au coup d'État de 2016. Les autres 9 précandidatures ont été lancées par les partis qui ont soutenu le coup d'État de 2016.

Jusqu'à présent, le capitaine Jair Bolsonaro – défenseur de positions d'extrême droite – est le seul candidat putschiste qui révèle un stock suffisant de voix pour passer au deuxième tour.

Lula était en tête de tous les candidats dans tous les sondages, avec plus d'intention de vote que tous les autres candidats ensemble mais sa candidature a été bloquée par voie judiciaire le 11 septembre. Fernando Haddad a été désigné à sa place comme candidat du PT avec comme colistière Manuela D'Avila du Parti communiste du Brésil (PCdoB). Depuis cette date, deux évolutions majeures se sont produites. La première est le report en faveur de Haddad des intentions de votes précédemment favorables à Lula. La deuxième évolution est une consolidation des intentions de vote pour Bolsonaro. La tendance actuelle fait envisager un deuxième tour entre Bolsonaro et Haddad, dont Haddad sortirait victorieux.

Ce serait une catastrophe pour les putschistes car leur problème, ce n'est pas Lula, c'est le PT et la gauche. Que peuvent-ils faire pour l'empêcher ? En ce qui concerne les alternatives électorales (étant donné qu'une partie d'entre eux n'exclut pas des alternatives non électorales, c'est-à-dire un coup

d'État militaire), il existe trois possibilités : a) écarter Bolsonaro du deuxième tour (par quelque conspiration) et mettre en avant un candidat plus acceptable ; b) soutenir Bolsonaro à fond, en négociant des garanties telles que l'autonomie de la Banque centrale et le parlementarisme ; c) effectuer des opérations extraordinaires pour essayer d'empêcher Haddad et le PT d'atteindre le deuxième tour en faisant émerger un candidat « modéré », ce qui semble difficile au vu des sondages actuels.

En outre, actuellement un grand pourcentage d'électeurs n'ont pas encore pris leur décision. Mais il y a des signes qui nous indiquent qu'un bon nombre d'entre eux doit pencher pour les votes blancs, nuls et l'abstention. Les autres doivent se répartir entre les candidatures principales. Par conséquent, la polarisation entre Lula et Bolsonaro peut se maintenir dominante jusqu'à la fin de la campagne électorale.

Ce n'est pas en se rapprochant du centre que la gauche peut réussir à faire barrage à l'extrême droite mais en démasquant le programme socio-économique de Bolsonaro et en mettant en avant son propre programme et les mesures d'urgence qu'elle propose pour gagner au vote Haddad l'électorat populaire.

Scénarios à moyen terme pour la gauche

La profondeur de la crise brésilienne indique deux possibilités :

une rupture conservatrice et une rupture populaire.

Les forces putschistes s'orientent vers une rupture conservatrice, dont l'expression extrême serait la dictature. Les actions des putschistes sont déjà à la limite de la légalité, comme l'a démontré un épisode récent où Lula a été maintenu en détention malgré l'octroi de la demande d'*habeas corpus*; les aspects démocratiques et sociaux de la Constitution de 1988 ont été supprimés; les militaires sont déjà convoqués pour prendre des postes et des tâches autrefois réservés aux civils.

Cependant, une rupture conservatrice demanderait une intervention militaire explicite, ce qui jusqu'à présent n'est pas souhaitable pour les dirigeants militaires. À cause des possibles effets collatéraux dans le cadre international et national, le grand capital hésite à toucher à cette question.

D'ailleurs, une rupture populaire demanderait une lutte populaire à croissance exponentielle, associée à une victoire électorale massive de la gauche en 2018, permettant au gouvernement élu d'annuler les mesures adoptées par les putschistes depuis la destitution de la présidente Dilma; de mettre en place un « plan d'urgence »; convoquer une Assemblée constituante; faire débiter un cycle de réformes structurelles. En même temps, il faut réunir des forces pour défaire la réaction des capitalistes et de leurs alliés.

Les conditions pour un tournant dans notre conjoncture ne sont pas encore visibles, mais elles pourraient éventuellement se produire. Ainsi, on estime que la situation politique brésilienne continuera d'être instable en dépit des résultats des élections, en octobre 2018, à la présidence, des gouverneurs des États, du Congrès national, des Chambres de députés des États.

Dans ce contexte, les forces de gauche visent à :

a. Retrouver la capacité de mobilisation et de soutien organisé auprès de la classe ouvrière.
b. Garder la classe ouvrière et la gauche comme pôles protagonistes indépendants, empêchant qu'elles retournent au poste d'équipe de soutien dans la dispute entre deux secteurs de la bourgeoisie, tout en gardant les groupes démocratiques

et populaires comme alternatives au gouvernement, cherchant sa conversion en alternative de pouvoir.

De ce point de vue, il paraît important de penser que le futur de 2018 c'est aussi le futur du PT.

Depuis 1989 il y a des secteurs qui ont rompu les liens avec le parti pour construire des alternatives de gauche. Toutes leurs tentatives de supplanter le PT ont finalement échoué. Le PT risque d'être détruit à cause de ses erreurs, combinées aux attaques de la droite. Si cette situation se concrétise, on aura pour des décennies le retour d'une gauche du modèle que l'on avait principalement avant les années 1980 : marginale et subordonnée à un secteur de la classe dominante, sans constituer une alternative de gouvernement ou sans accéder au pouvoir.

Ainsi, la survie et le renforcement du PT sont de l'intérêt de l'ensemble de la gauche. Il y a plusieurs signes indiquant la survie du parti, parmi lesquels le résultat des sondages : le PT est le parti le plus populaire du pays ayant un soutien cinq fois supérieur à celui de son concurrent.

Néanmoins, il y a aussi des indices défavorables. Parmi eux, le principal est la difficulté d'une grande partie du PT de traduire en mesures concrètes le fait que la lutte des classes est passée à un autre niveau, à cause des actions du grand capital.

Désormais, l'ensemble de la gauche devrait surmonter des défis extrêmes comparables à ceux de la période 1990-2002. Parmi eux, élaborer et soutenir un nouveau projet de développement – orienté vers la fin de la dépendance extérieure, des inégalités sociales, de la démocratie oligarchique et impliquant non seulement des réformes structurelles combinées à des politiques publiques, mais aussi avec la lutte directe pour le socialisme.

Ces réformes incluent : la réforme fiscale, la réforme financière, la réforme agraire, la souveraineté énergétique, la constitution de l'État-providence, la garantie et l'élargissement des droits civils, la réforme politique, la démocratisation des médias, la réforme du système juridique et du système de sécurité.

L'ensemble de ces réformes doit se traduire, fusionner et se matérialiser dans un ensemble de politiques publiques. Du coup, la réussite de ces réformes et des politiques publiques dépend du moteur économique du Brésil, principalement en ce qui concerne les points suivants :

a. L'adaptation de la production de biens et services à la demande sociale actuelle et à la croissance de la population tout en tenant en compte ses besoins.

b. L'objectif d'avoir des taux de croissance et de productivité capables d'absorber la masse de chômeurs et de nouveaux entrants sur le marché de travail.

c. La rémunération pécuniaire directe (salaires et pensions) et la rémunération pécuniaire indirecte (l'offre de services publics) permettant aux personnes en activité et en retraite d'avoir une meilleure qualité de vie de façon continue.

d. Une capacité de production qui, au fil du temps, soit analogue aux niveaux des moyens de production des pays les plus développés.

Le Brésil n'est pas condamné pour toujours à être exportateur des produits du secteur primaire et importateur de produits industriels. Pour changer ce cadre, il nous faut un nouveau processus de « substitution d'importations » basé sur l'association de l'élargissement du marché des produits de consommation de masse avec le développement d'un grand marché de biens d'équipement.

Il sera également nécessaire de mettre en place un ensemble d'actions afin d'articuler : a) la dévaluation du real face au dollar ; b) la réduction des taux d'intérêt en adéquation avec l'investissement productif ; c) la taxation du capital spéculatif et d'autres mesures pour garantir la qualité de l'investissement étranger ; d) la taxation des importations ; e) la réduction du service de la dette pour garantir l'extension de la capacité d'investissement de l'État ; f) l'élaboration d'un programme d'investissement public dans les infrastructures.

Il s'agit d'investir lourdement dans le transport collectif en zone urbaine ; dans l'infrastructure urbaine ; dans le transport ferroviaire ; dans les transports par voie navigable ; dans le logement social

et tous les services publics qui touchent cette question, notamment l'assainissement.

Ces investissements publics constituent un investissement social, l'extension de l'offre et de la qualité des biens publics tout en ayant comme grand objectif la reconstruction d'une industrie solide et technologiquement avancée.

Ainsi, le but principal de la réindustrialisation n'est pas l'offre des biens de consommation individuelle, mais plutôt l'extension de l'offre et de la qualité des biens d'usage collectifs, comme les navires, les trains, les métros, les autobus, et pas majoritairement en faveur du transport individuel.

Il faut souligner que l'extension de la capacité de consommation de la population étendra aussi le marché de consommation de masse des biens privés. L'ensemble des millions de Brésiliens et Brésiliennes a le droit de consommer plus. Il faut donc associer l'offre des biens de consommation publics à celle des biens privés.

Évidemment, ces mesures se heurtent aux intérêts des oligopoles privés, dont beaucoup sont des entreprises transnationales ayant le contrôle sur les chaînes de productions. Ce sont de grands importateurs et des producteurs de biens de consommation de masse qui ne sont pas intéressés à l'expansion de la production nationale.

Cela veut dire aussi un choc contre les idées préconçues d'une partie de la population, qui confond systématiquement le bien-être avec l'extension de la consommation des biens privés.

Pour réussir ce développement en tenant compte des dimensions qu'on vient de présenter, il nous faut une autre organisation politique et un État fort, capable de concevoir et faire prévaloir les intérêts collectifs sur des intérêts individuels, les intérêts de la majorité de la population sur ceux de la minorité, les intérêts nationaux sur les intérêts internationaux. Un État capable de construire un secteur financier national qui atteigne l'objectif d'être 100 % public, conjugué à un grand nombre de banques des États, municipalités, et aussi des banques privées et/ou coopératives. Une telle dynamique ne sera pas le résultat de la « libre concurrence »

entre les entreprises privées ou du « libre marché » international, surtout dans la conjoncture mondiale.

Bref, c'est à la gauche de développer au niveau pratique et théorique une alternative d'avenir visant à affronter et surmonter les trois grandes caractéristiques de la trajectoire du pays.

Il nous faut une tentative dont le résultat soit un pays souverain au plan national, avec la démocratie politique, l'égalité sociale et le développement durable.

Il nous faut un projet de développement intégrant les divers aspects de la société brésilienne tout en s'orientant vers la construction d'un pays où l'ensemble de la classe ouvrière obtient un niveau élevé de vie matérielle, culturelle et politique. Les conditions historiques effectives du Brésil indiquent que pour atteindre ces objectifs il faut une organisation économiquement, socialement et politiquement socialiste.

La quête de ces objectifs aura plus de chances de réussite si cette organisation est mise en place de façon intégrée avec les autres pays de l'Amérique latine et les Caraïbes, tout en conservant un certain degré de coopération entre les pays des BRICS.

L'Amérique latine et les Caraïbes ont été victimes au cours des années 1960 et 90 des gouvernements dictatoriaux et néolibéraux. Depuis 1998 un cycle de gouvernements progressistes à gauche a été enclenché. Malgré leurs faiblesses et différences, ce changement a présenté des résultats positifs : expansion du bien-être social et de l'égalité sociale, des libertés démocratiques, de la souveraineté nationale et de l'intégration régionale.

C'est depuis la crise de 2008 et à cause de ses effets, de l'action du gouvernement des États-Unis, de l'opposition de la droite, ajoutée aux erreurs et contraintes des expériences « progressistes de gauche », que s'est engagé ce cycle d'attaques réactionnaires. Ils ont vaincu les gouvernements progressistes de gauche de la région ou les ont mis en garde, ainsi que les forces sociales et partisans liées aux ouvriers.

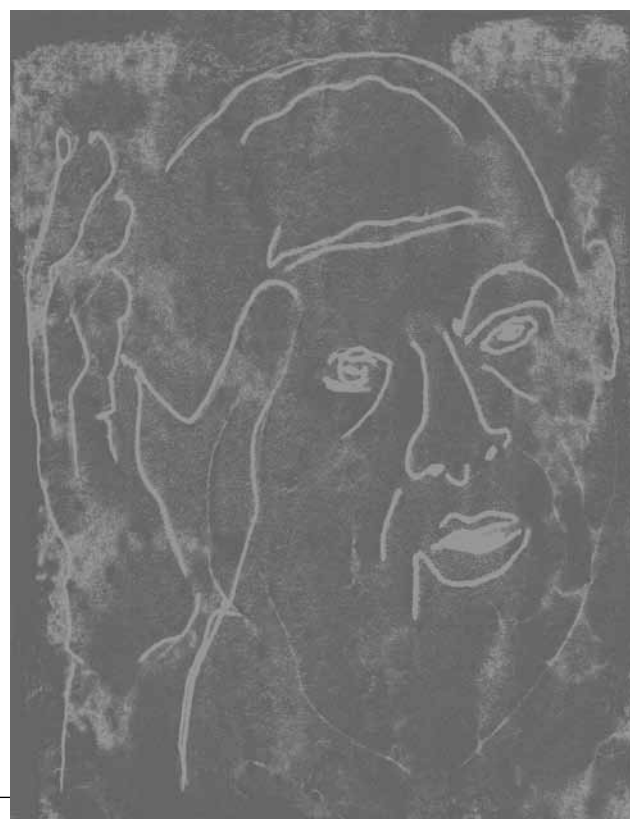
Jusqu'à la crise internationale de 2008 les gouvernements progressistes à gauche ont réussi à gérer

leurs limites, contradictions et fautes. Cependant, depuis la crise de 2008, la dégradation des prix des produits de base, la dépendance financière et commerciale, la force des oligopoles – surtout étrangers – et la faiblesse de l'État rendent la situation très difficile. En outre, un ensemble de problèmes accumulés s'est aggravé, soit le rejet, la limitation du plan d'action politique, des politiques d'intégration trop timides, les politiques macro-économiques privilégiant l'agro-exportation et le secteur financier, etc.

Le retour de la droite aux gouvernements a donné lieu à des revers en matière sociale, économique et politique, comme des revers dans la politique étrangère, soumise à nouveau aux intérêts des États-Unis.

Le fait que plusieurs gouvernements progressistes existent et se soutiennent mutuellement a été un élément important pour avancer collectivement. L'offensive réactionnaire s'oriente en sens inverse.

Aujourd'hui, les classes ouvrières de la région sont appelées à arrêter les attaques réactionnaires, à récupérer les espaces qu'on occupait autrefois, à assurer de nouvelles victoires, à créer des conditions pour redonner la pré-



pondérance à l'Union des nations sud-américaines (UNASUL) et à la Communauté d'États latino-américains et caraïbes sur la scène internationale, tout en visant la paix, un nouvel ordre économique et une nouvelle politique internationale.

Face à une nouvelle situation, la gauche est appelée à créer une

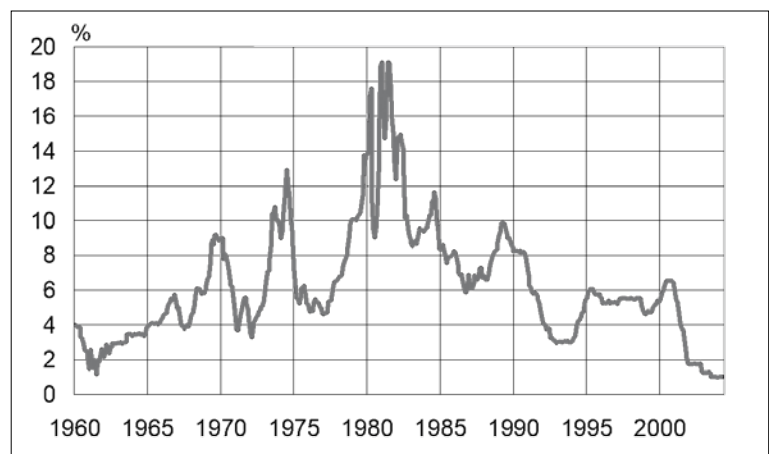
nouvelle stratégie. L'une de ses composantes, aujourd'hui comme hier, demeure l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Dans ce contexte d'hégémonie capitaliste, de crise du capitalisme, de développement des contradictions intercapitalistes, de conflits des États-Unis contre les BRICS, d'instabilité, de crise et de la crois-

sante menace de guerre, l'alternative est de construire un fort mouvement international ancré dans les classes ouvrières et dans les secteurs populaires, non seulement pour faire de la résistance, mais aussi pour rallier d'autres gouvernements, réorientant ainsi l'économie et la politique vers un monde socialiste. ■■■

la Seconde guerre mondiale. Au lieu de contrôler le taux d'intérêt du marché monétaire pour créer des conditions de financement de l'économie favorables à l'investissement et à la croissance, elle se fixa comme tâche de contrôler la quantité de monnaie centrale créée par ses opérations, laissant les taux d'intérêt monter brutalement à des niveaux inconnus depuis longtemps. Trente ans plus tard, c'est au même Paul Volcker que Barack Obama fit appel pour définir les moyens de réparer les dégâts causés au système financier américain par la crise des *subprimes* et ses suites.

On peut voir là un beau symbole du rôle moteur que les banques



Source : Federal Reserve.